

par

Jacques Keriguy

chef du Service de la bibliothèque
du CDST au CNRS

Au Japon, un effort considérable est mené en faveur de l'éducation : 12 % du budget de l'Etat, 24 % de celui des collectivités locales. Au total, un quart du revenu national consacré à cette activité. Il n'est donc pas surprenant que le système japonais soit envié pour son efficacité. En 1983, plus de 94 % des élèves parvenaient jusqu'au terme de l'enseignement secondaire et 36,2 % accédaient à l'enseignement supérieur. Le Japon compte aujourd'hui 1 900 000 étudiants. On connaît le revers de la médaille : des méthodes contestées, la prépondérance accordée à la mémoire, une compétition farouche engagée dès le plus jeune âge, de plus en plus d'élèves et d'étudiants atteints de déséquilibre qui les conduit, parfois, au suicide et, souvent, détruit leur créativité. Ayant pris conscience de ces problèmes, le Japon est à la recherche de remèdes.

Les universités

Parmi elles, 96 sont nationales (Kokuritsu) et financées directement par l'Etat. D'autres reçoivent leurs subventions de régions ou de municipalités (Kôritsu) : elles sont au nombre de 34. L'ensemble de ces universités scolarise moins du tiers de la population étudiante, soit environ 500 000 personnes.

Nées en 1887, au début de l'ère Meiji, ces universités ont eu pour ambition d'imiter leurs modèles européens et de concourir à la modernisation du pays. Tôdai, l'université de Tokyo devint rapidement un instrument privilégié pour sélectionner les élites du Japon. A partir de 1886, Tôdai se décentralisa et créa des sortes de filiales dans sept grandes villes : Sapporo, Sendai, Yokohama, Na-

goya, Kyoto, Osaka et Fukuoka. Originalité remarquable : elle introduisit dès l'origine l'enseignement de la technologie et de l'agriculture.

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement créa 38 universités nationales, équitablement réparties sur tout le territoire, mais qui continuent cependant de souffrir de la comparaison avec Tôdai.

Les universités privées (Shiritsu), au nombre de 328, se trouvent, quant à elles, pour la plupart, situées à Tokyo. Dotées, à l'origine, d'une certaine autonomie, elles ont dû, pour faire face à leurs difficultés financières, se soumettre aux mêmes règles que les universités publiques. D'où, depuis le début du siècle, une grande uniformité de tous les établissements, confirmée en 1956 par la reprise en main de l'enseignement supérieur par le ministère de l'Education nationale (Monbushô). Les besoins de formations nouvelles ont contribué, au fur et à mesure que se multipliaient les emplois, à la création de nombreuses universités privées, de plus en plus liées aux entreprises. Ces universités scolarisent 1 400 000 étudiants.

Plus récemment, en 1976, sont nées des écoles spécialisées (Senshû gakkô) assez proches de nos IUT, dont le nombre a rapidement augmenté pour atteindre actuellement 3000, et qui accueillent 550 000 élèves.

Les Japonais et leur université

L'admission dans tous ces établissements s'effectue à l'issue d'un examen dont la préparation réclame un temps et une énergie considérables. Mais s'il est extrêmement difficile d'entrer dans l'université de son choix, il paraît en revanche aisé de s'y maintenir et d'obtenir le diplôme final : les examens semestriels font figure de formalité. La durée normale de la scolarité est de quatre années (formation longue) ou de deux (formation courte); le programme se partage entre études générales (lettres, sciences sociales) et études spécialisées, qui, au total, se décomposent en cent vingt-quatre unités.

Les Japonais sont déçus par leur université : absentéisme, passivité, influence grandissante des entreprises, qui, parce qu'elles comblent les insuffisances financières des établissements, obtiennent en compensation des privilèges jugés excessifs. Ces maux sont de plus en plus souvent dénoncés. Les frais d'inscription paraissent également très élevés : ils s'échelonnent entre 22 000 F (Keiô, université de lettres et sciences économiques) et 68 000 F (Keiô, université médicale).

A noter que le nombre des étudiants inscrits en formation longue (quatre ans) est supérieur à celui des étudiantes : 1 400 000 contre 400 000; ces chiffres sont inversés pour les formations courtes : 40 000 contre 336 000.

Les sciences sociales constituent la discipline la plus fréquentée (40 % des étudiants), précédant la technologie (19,4 %), les lettres et sciences humaines (16 %), les sciences de l'éducation (8 %), la médecine (4,4 %) et l'agriculture (3,4 %).

* Informations recueillies après une mission au Japon et d'après les sources suivantes : O. Chegaray, « Universités et étudiants au Japon », *Echange France-Asie*, dossier n° 8-84. Ministère de l'Education, de la Science et de la Culture (MESC-SIAB), *Statistiques des bibliothèques universitaires*, 1983.